

LASA exhorte le Colombie à garantir la vie des leaders, des activistes et des journalistes

Août 2018

L'association des Études Latinoaméricaines (LASA) est préoccupée par l'augmentation du nombre d'assassinats de défenseurs des droits humains, entre autres les leaders sociaux et communautaires et les journalistes, et exhorte les autorités colombiennes compétentes à enquêter immédiatement et de façon sérieuse et impartiale sur ces morts, afin de déterminer qui en sont les responsables dans le but de les sanctionner conformément à l'État Social du Droit.

Depuis l'année dernière, le Rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme sur la situation des Droits Humains en Colombie constate cette situation préoccupante. Le bureau des Affaires Latinoaméricaines de Washington (WOLA) signale 311 victimes entre 2016 et le 30 juin 2018 et des organisations telles que l'Institut d'Études pour le Développement et la Paix (Indepaz) ont rapportées que durant les cinq premiers mois de l'année 2018, 98 leaders sociaux ont été assassinés, et que la réponse de l'État est restée faible jusqu'à aujourd'hui.

LASA lance un appel au Gouvernement entrant d'Iván Duque Márquez afin qu'il encourage des initiatives de justice face à la violence contre les leaders, les activistes et les journalistes, qu'il leur octroie une protection pour garantir le maintien de leur vie et l'exercice de leurs activités et afin de préserver la liberté académique de ceux qui cherchent à révéler la vérité du conflit armé.

Les travaux de recherche et de production de connaissances orientées vers l'éclaircissement des faits passés durant le conflit armé et vers la défense des intérêts de ceux qui souffrent de l'inégalité et de la violence doivent se poursuivre sans être discrédités ou limités. LASA, dont la mission est de promouvoir le débat intellectuel, la recherche et l'enseignement sur l'Amérique Latine, les Caraïbes et sa population ; et d'encourager l'engagement civique à travers la construction de réseaux et du débat public, exprime sa solidarité la plus totale envers ses collègues académiciens, journalistes et activistes qui font face aux intimidations ou à la censure.

Antécédents historiques de l'augmentation de cette violence

En 2012, les négociations de paix entre le Gouvernement de Juan Manuel Santos et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (Farc-EP) ont été publiquement annoncées. Le processus de paix était assuré par des délégations qui représentaient les partis mentionnés et des secteurs divers de la société civile, et par des instances spécialisées ayant traité les sujets liés aux victimes et à la justice transitionnelle, comme la Commission Historique du Conflit et de ses Victimes ou encore la Sous-Commission de Genre, formées par des académiciens, des chercheurs et des experts dans les thèmes relatifs à la Colombie. Après quatre ans de délibérations est paru l'Accord Final pour la Fin du Conflit et la Construction d'une Paix Stable et Durable.

L'accord final incluait des dispositions concernant le cessez-le-feu, la transition des excombattants guérilleros vers la vie civile, la justice pour les victimes, une réforme rurale intégrale et une participation politique. Aussi, il comprenait les perspectives différentielles, territoriales, ethniques et de genre, par lesquelles on a cherché à être attentif à la diversité des victimes selon leur identité ethnico-raciale, leur genre, leur classe sociale, leur orientation sexuelle, leur condition de handicap, leur confession religieuse et leur provenance rurale/urbaine. De ce fait, l'accord de paix a été célébré au niveau international par les fonctionnaires, les institutions de coopération et les organismes luttant pour les droits humains.

Cependant, malgré la signature de cet accord de paix, la violence s'est intensifiée. À partir de 2016, une vague d'assassinats systématiques des leaders sociaux et des activistes, ainsi que des menaces visant les journalistes, les défenseurs des droits humains et les académiciens engagés dans une pensée critique a surgi et a augmenté l'année dernière, s'étendant dans le pays entier.

LASA appelle le nouveau président, Iván Duque Márquez, à prendre les mesures nécessaires pour stopper l'augmentation de cette violence et pour reconnaître ce problème comme l'un des défis majeurs de son gouvernement.

Concernant LASA

L'Association des Études Latino-Américaines (LASA) est la plus importante association professionnelle au monde, rassemblant des individus et des institutions engagés dans les études sur l'Amérique latine. Avec plus de 12 000 membres, plus de 65% provenant de l'extérieur des États Unis, LASA est la plus importante association professionnelle, regroupant des spécialistes de l'Amérique latine d'à travers le monde et de toutes les disciplines et professions. La mission de LASA est d'encourager la discussion intellectuelle, la recherche et l'enseignement sur l'Amérique latine, les Caraïbes, et leurs peuples à travers le continent américain ; de promouvoir les intérêts de ses divers membres ; et de favoriser l'engagement civique grâce à la création de réseaux et de débats publics.

Si vous souhaitez interviewer un membre du Conseil Exécutif de la LASA, vous pouvez contacter le bureau des communications de la LASA au (412) 648-7929 ou à l'adresse lasa@lasaweb.org.

LATIN AMERICAN STUDIES ASSOCIATION

416 Bellefield Hall
University of Pittsburgh
Pittsburgh, PA 15260
lasa@lasaweb.org
Tel: 412-648-7929
Fax: 412-624-7145

